



# Conseil économique et social

Distr. générale  
12 décembre 2002  
Français  
Original: anglais

## Commission du développement social

### Quarante et unième session

10-21 février 2003

Point 3 b) de l'ordre du jour provisoire\*

### Suivi du Sommet mondial pour le développement social

et de la vingt-quatrième session extraordinaire

de l'Assemblée générale : examen des plans

et programmes d'action pertinents des organismes

des Nations Unies concernant la situation des groupes sociaux

## Rapport mondial sur la jeunesse, 2003

### Rapport du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. La situation actuelle des jeunes dans le monde : quelques faits marquants . . . . .	1-49	2
A. Examen des 10 domaines d'activité prioritaires du Programme d'action mondial pour les jeunes à l'horizon 2000 et au-delà . . . . .	3-34	3
B. Examen des nouvelles préoccupations qui se sont fait jour depuis l'adoption du Programme mondial d'action . . . . .	35-49	10
II. Évaluation de la quatrième session du Forum mondial pour la jeunesse. . . . .	50-81	14
A. Historique du Forum mondial pour la jeunesse. . . . .	50-60	14
B. Résumé des résultats du sondage effectué auprès des participants . . . . .	61-66	16
C. Résultats du questionnaire adressé aux États Membres . . . . .	67-77	18
D. Conclusions et recommandations. . . . .	78-81	20

\* E/CN.5/2003/1.



## Résumé

Dans sa résolution 2001/7 en date du 24 juillet 2001, le Conseil économique et social a décidé que la Commission du développement social examinerait la situation des jeunes dans le monde à sa quarante et unième session en 2003. Le Conseil a adopté l'ordre du jour provisoire de la quarante et unième session de la Commission par sa décision 2002/237 et a demandé au Secrétaire général de présenter un rapport sur cette question. Dans sa résolution 56/117, l'Assemblée générale a demandé au Secrétaire général de présenter à la Commission à sa quarante et unième session un rapport détaillé sur cette question, contenant des recommandations concrètes et orientées vers l'action. Dans la même résolution, l'Assemblée a invité le Secrétaire général à procéder à un examen approfondi de la structure, de l'organisation et de la composition du Forum mondial de la jeunesse et à faire à ce sujet des recommandations tendant notamment à ce que la manifestation soit pleinement représentative de toutes les régions du monde et de la diversité des opinions et des pratiques, compte tenu de l'avis des États Membres et des organisations de jeunes, et l'a prié, dans ce contexte, de traiter de cette question dans le rapport qu'il lui présentera à sa cinquante-huitième session par l'intermédiaire de la Commission du développement social, à sa quarante et unième session.

Le présent rapport regroupe les réponses qui ont été faites aux demandes formulées par le Conseil et par l'Assemblée. La section I présente un examen de la situation actuelle des jeunes dans le monde, fondé sur les conclusions de la Réunion du Groupe d'experts sur les priorités mondiales pour la jeunesse, organisée à Helsinki en octobre 2002 par le Département des affaires économiques et sociales, en collaboration avec le Ministère finlandais de l'éducation. Sur la base des débats qui ont eu lieu, une étude plus élaborée sera publiée séparément en 2003. La section II présente une évaluation du Forum mondial de la jeunesse du système des Nations Unies, dont la dernière session s'est tenue à Dakar, du 6 au 10 août 2001. Les conclusions se fondent sur le questionnaire qui a été distribué à tous les États Membres et sur des enquêtes qui ont été envoyées à tous les participants au Forum au début de 2002. Les recommandations qui sont formulées tout au long du rapport sont imprimées en caractères gras.

## **I. La situation actuelle des jeunes dans le monde : quelques faits marquants**

1. Le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà<sup>1</sup> contient une première série de directives concernant les politiques de la jeunesse que suivront les États Membres de l'ONU. Il traite de 10 domaines d'action prioritaires se rapportant aux politiques de la jeunesse et offre un cadre pour mesurer et évaluer les progrès réalisés. Le présent rapport sur la situation des jeunes dans le monde examine non seulement les 10 domaines d'activité prioritaires énoncés dans le Programme d'action mondial mais aborde en outre cinq nouveaux domaines d'intérêt pour les jeunes, qui se sont dégagés à la suite de l'adoption du Programme d'action. Ces 15 domaines d'activité sont exposés ci-après.

2. Pour replacer les jeunes dans le contexte plus large de l'analyse démographique et pour donner une idée de leur poids dans la population mondiale, on notera qu'entre 1995 et 2000, le nombre des jeunes dans le monde a augmenté en moyenne de 0,7 % par an, passant de 1 milliard 25 millions à 1 milliard 61 millions (ce dernier chiffre étant constitué par 518 millions de jeunes femmes et 543 millions de jeunes hommes âgés de 15 à 24 ans)<sup>2</sup>. À l'heure actuelle, près de 60 % des jeunes, dans le monde, vivent dans les pays en développement d'Asie, 15 % vivent en Afrique et 10 % environ en Amérique latine et dans les Caraïbes. On estime que 15 % vivent dans les régions développées. Au niveau mondial, les jeunes représentent 18 % de l'ensemble de la population.

## A. Examen des 10 domaines d'activité prioritaires du Programme d'action mondial pour les jeunes à l'horizon 2000 et au-delà

### 1. Éducation

3. L'éducation est le facteur le plus important pour permettre aux jeunes d'être productifs et de vivre de manière responsable. La situation en ce qui concerne la scolarisation des jeunes peut se diviser en trois grandes catégories. La première se définit par le taux de fréquentation dans le cycle primaire. Dans les pays de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud, le taux de fréquentation dans le primaire demeure faible, témoignant d'importantes disparités de scolarisation, dues en grande partie à la discrimination dont les filles font l'objet, à la situation des enfants appartenant à des groupes minoritaires, à l'éloignement des zones rurales et à la pauvreté. La deuxième catégorie a trait à l'enseignement secondaire. Si les écarts entre les sexes sont faibles dans plusieurs parties de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord, ainsi que dans la plupart des pays d'Amérique latine, les inégalités sociales en matière d'accès à l'enseignement secondaire sont très marquées et les taux d'achèvement des études secondaires sont souvent médiocres. Il en va de même pour les nouvelles républiques indépendantes d'Asie centrale, même si les taux de fréquentation dans les cycles primaire et secondaire sont généralement plus élevés que dans les autres régions appartenant à ce groupe de pays. La troisième catégorie correspond à la situation dans laquelle les taux de fréquentation dans l'enseignement primaire et secondaire sont relativement élevés dans l'ensemble du système d'éducation et de formation, mais où l'origine sociale ou ethnique continue de donner lieu à des différences marquées de la scolarisation. De plus, les écarts entre les sexes sont évidents pour ce qui est de la répartition, entre les secteurs et les disciplines, des jeunes femmes et des jeunes hommes, ainsi qu'aux niveaux les plus élevés du système éducatif. C'est le cas dans la plupart des pays développés, même si les structures varient sensiblement selon les pays. **De manière générale, les engagements pris à l'égard des objectifs de développement énoncés dans la Déclaration du Millénaire indiquent clairement qu'il faut mettre l'accent sur l'enseignement primaire et secondaire, qui revêtent une importance particulière pour les jeunes âgés de 15 à 24 ans.**

4. L'analphabétisme continue de représenter un énorme problème pour beaucoup de jeunes dans le monde. En 2000, on estimait que 82 millions de jeunes filles et 51 millions de jeunes hommes étaient analphabètes. Actuellement, 130 autres millions d'enfants ne sont pas scolarisés; ils constitueront la population des analphabètes jeunes et adultes de demain. En dépit de certaines améliorations, les taux d'analphabétisme des jeunes femmes en Afrique subsaharienne et en Asie du

Sud varient actuellement entre 25 et 30 %. Ces taux, qui sont généralement inférieurs d'au moins 10 points de pourcentage pour les jeunes hommes de ces régions, sont une nouvelle illustration des disparités entre les sexes.

5. On peut considérer que les systèmes et les programmes d'enseignement de type scolaire revêtent moins d'importance dans les cultures qui privilégient le rôle joué par la famille et la collectivité en tant qu'acteurs essentiels et en tant que cadres pour faciliter l'intégration sociale et l'apprentissage. Cela étant, on s'entend largement à reconnaître que l'éducation, l'alphabétisation et l'apprentissage du calcul sont indispensables pour les jeunes, et que les politiques et dispositions qui sont prises en matière d'enseignement doivent répondre aux réalités des jeunes, ce qui ne peut être fait que dans le cadre de systèmes d'enseignement de type scolaire. **Il est indispensable que les élèves participent en tant que partenaires à part entière à l'examen et à la réorganisation des systèmes d'enseignement. Il faut également tenir compte des liens entre les écoles et le secteur privé ainsi que de l'importance que revêtent l'enseignement de type extrascolaire et la formation pour les jeunes.**

6. **Compte tenu de ce qui précède, il convient d'accorder une attention renouvelée à la mise en place de systèmes de formation continue** afin de dispenser un enseignement adapté dans les domaines culturel, social et économique. Les systèmes d'éducation permanente, notamment ceux qui sont mis en place en dehors du cadre scolaire, peuvent présenter divers avantages : ils peuvent donner aux populations vivant dans des pays privés d'un système d'enseignement universel la possibilité de s'instruire de manière continue; ils peuvent remédier au problème qui se pose lorsque l'enseignement scolaire est trop éloigné des réalités culturelles et sociales locales; ils peuvent atténuer les difficultés économiques que connaissent notamment les jeunes des pays en développement, qui risquent d'être contraints de gagner de l'argent pour aider à soutenir leur famille ou – dans le cas des filles – d'assumer des responsabilités importantes à la maison.

## 2. Emploi

7. Les jeunes représentent plus de 40 % de l'ensemble des chômeurs dans le monde. Le chômage chez les jeunes peut conduire à la marginalisation, à l'exclusion, à la frustration, à la dévalorisation de soi-même et, parfois, à des actes qui créent des charges nouvelles pour la société. On estime que 66 millions de jeunes dans le monde sont actuellement sans emploi; dans au moins 50 des pays pour lesquels des données sont disponibles, les taux de chômage des jeunes dépassent 15 %.

8. On constate que les jeunes ont de plus en plus tendance à se tourner, non par choix mais par nécessité, vers le secteur de l'économie parallèle pour assurer leur subsistance. Cette « zone grise » du monde du travail se caractérise par des emplois informels, à temps partiel ou irréguliers, qui n'offrent pas les avantages et la sécurité des emplois ordinaires; et, pire encore, cela comprend en outre les activités individuelles de subsistance ou « entreprenariat forcé ». Sous la contrainte de la pauvreté et faute de possibilités de trouver un meilleur travail, de nombreux jeunes n'ont d'autre alternative que de se tourner vers des activités informelles pour gagner leur vie. La croissance économique étant trop lente pour absorber les nouveaux venus sur le marché du travail, les activités informelles risquent de devenir la seule issue possible pour un grand nombre de jeunes, éloignant ainsi encore davantage

l'objectif d'un emploi satisfaisant pour tous. De plus en plus, la distinction entre emploi et chômage perd son sens; les jeunes entrant et sortant du secteur de l'économie parallèle où l'un et l'autre terme n'ont aucune signification réelle.

9. Dans l'action qu'ils mènent pour lutter contre le chômage chez les jeunes, les pouvoirs publics ont tendance à privilégier l'offre plutôt que la demande de main-d'oeuvre. En d'autres termes, ils s'efforcent généralement de réduire le chômage en s'attaquant au manque de compétences et aux comportements de la jeunesse, plutôt qu'en s'employant à promouvoir la croissance économique et la création d'emplois. Offrir aux jeunes la possibilité d'apprendre un métier sur le lieu de travail peut s'avérer plus efficace que de chercher à améliorer leurs compétences avant qu'ils n'entrent sur le marché du travail.

10. Le Réseau pour l'emploi des jeunes, une initiative conjointe lancée par l'ONU, la Banque mondiale et l'Organisation internationale du Travail, vise à remédier au problème du chômage chez les jeunes. Il est axé sur quatre aspects auxquels il convient de prêter une attention renouvelée : aptitude à l'emploi, investir dans l'éducation et la formation en faveur des jeunes, et améliorer les résultats obtenus grâce à ces investissements; égalité des chances, donner aux jeunes femmes les mêmes possibilités qu'aux jeunes hommes; création d'entreprises, aider au lancement et à la gestion d'entreprises en vue d'offrir aux jeunes (hommes et femmes) davantage d'emplois plus satisfaisants; création d'emplois, faire en sorte que la création d'emplois occupe une place centrale dans les politiques macroéconomiques. **La participation active des jeunes à la conception et à la mise en oeuvre des programmes est essentielle pour atteindre ces objectifs.**

### 3. Faim et pauvreté

11. Il est extrêmement difficile d'estimer le nombre de jeunes touchés par la pauvreté. Si la pauvreté se définit par la prévalence de la malnutrition, le nombre estimé de jeunes vivant dans la pauvreté absolue varie entre 38 et 110 millions. Si l'on définit la pauvreté comme étant le fait de vivre avec moins d'un dollar par jour, chiffre communément utilisé, le nombre de jeunes touchés par la pauvreté atteint 238 millions; et si l'on utilise la définition plus large de 2 dollars par jour, leur nombre passe à 462 millions. **Plusieurs éléments donnent à penser que les estimations fondées sur la nutrition pourraient être plus précises. À l'évidence, d'autres travaux de recherche sur les jeunes vivant dans la pauvreté sont nécessaires pour fournir des estimations que l'on pourrait exploiter. Ces estimations aideraient à mieux s'attaquer aux problèmes qui se posent dans le cadre de la lutte contre la pauvreté.**

12. Pour échapper à la pauvreté, les jeunes se tournent vers l'émigration. Nombre d'entre eux quittent leur domicile à la recherche d'une vie meilleure. L'exode rural est souvent sélectif en fonction de l'âge : les jeunes sont les premiers à partir. Il s'ensuit que la proportion de jeunes touchés par la pauvreté dans les zones rurales est souvent relativement faible. Néanmoins, faute de débouchés dans les villes, le pourcentage de jeunes chômeurs – et donc de jeunes pauvres – dans les zones urbaines peut être assez élevé, la pauvreté chez les jeunes se déplaçant donc des zones rurales vers les zones urbaines. L'émigration, aussi bien légale qu'illégale, est une autre voie suivie par de nombreux jeunes à la recherche d'une vie meilleure. **Les politiques de développement rural peuvent contribuer à enrayer l'exode**

**rural.** Il reste toutefois à voir dans quelle mesure ces politiques parviendront à retenir les jeunes dans les campagnes.

13. Même si les différentes estimations indiquent qu'un nombre élevé de jeunes vivent dans la pauvreté, ceux-ci ne semblent pas occuper une place privilégiée sur les listes des groupes menacés par la pauvreté qu'établissent les décideurs, en raison de leur jeunesse, de leur adaptabilité supposée et de leur capacité à émigrer vers des centres industriels. Ainsi, il n'existe que de rares exemples de stratégies de lutte contre la pauvreté où les jeunes sont réellement définis comme un groupe d'intérêt prioritaire. **Or, il serait sans doute utile d'accorder une plus grande attention aux jeunes, qui disposent de sérieux atouts pour tirer parti de manière constructive des programmes de création d'emplois et de revenus destinés à lutter contre la pauvreté.** Donner à la nouvelle génération les moyens de devenir des membres productifs de la société est un investissement dans l'avenir, qui apportera d'énormes avantages.

#### 4. Santé

14. Si les jeunes font généralement partie des groupes de population les mieux portants, cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas en butte à de graves problèmes de santé, à la suite de maladies, d'accidents ou de traumatismes. Les facteurs qui influent sur la santé des jeunes sont nombreux et étroitement imbriqués. Ainsi, pour être efficaces, les politiques de santé en faveur de la jeunesse doivent-elles être interdisciplinaires et intersectorielles, et elles doivent tenir compte non seulement de la condition physique des jeunes, mais également de leur développement personnel, social et mental. **Il est donc indispensable que les politiques et les stratégies nationales de santé en faveur de la jeunesse aillent au-delà du secteur de la santé proprement dit.**

15. Avec le concours des professionnels de la santé, un milieu protecteur peut être créé par les parents, les responsables locaux et tous ceux qui sont chargés de veiller à la santé des jeunes. Cela étant, la participation de la jeunesse à tous les stades du processus de prestation des soins de santé – de l'évaluation des besoins à la conception, l'exécution et l'analyse des programmes – est également, sinon plus, importante pour faire en sorte que les stratégies soient adaptées et efficaces. La bonne santé des jeunes dépend dans une large mesure de la divulgation d'informations utiles et de l'encouragement à acquérir des connaissances pratiques, de la maturité dans les comportements sexuels, de l'aptitude à juger avec discernement, du développement d'une image saine de soi-même, du contrôle des émotions et des sentiments et de la capacité de faire face aux difficultés.

16. Il faut continuer d'aborder la question de la santé des jeunes en matière de sexualité et de procréation en adoptant une approche préventive et fondée sur les droits, qui tienne compte des préoccupations des adolescentes et favorise leur émancipation. Une telle approche devrait s'appuyer sur les énergies créatives des jeunes et respecter leurs droits et leur capacité de participer et de jouer un rôle de premier plan dans la prise de décisions qui influent sur leur vie. La santé en matière de sexualité et de procréation, s'entendant comme un concept qui englobe le bien-être général lié à la santé émotionnelle, mentale et physique, est essentielle pour permettre aux jeunes de devenir des membres bien intégrés, responsables et productifs de la société.

## 5. Environnement

17. Les jeunes ont à la fois un intérêt particulier pour l'environnement et une responsabilité spéciale à assumer à cet égard. D'une part, du fait de l'allongement de l'espérance de vie, les nouvelles générations devront vivre avec les conséquences de la dégradation de l'environnement que leur auront léguées leurs parents. De l'autre, les jeunes sont dotés de talents particuliers pour inventer et développer de nouvelles formes d'action et de mobilisation susceptibles d'apporter et d'encourager des solutions efficaces aux problèmes d'environnement. Il est, bien entendu, difficile de prévoir les difficultés que devront affronter les générations futures lorsqu'il s'agit de décider des politiques à adopter à présent; à vrai dire, il faut, non pas étendre l'horizon sur de multiples années dans le futur, mais simplement ne pas se contenter de décisions à courte vue.

18. Récemment, à la faveur de leur participation au Sommet mondial pour le développement durable, les jeunes ont montré qu'ils pouvaient enrichir le débat en apportant leurs valeurs sociales et leur souci d'équité. Ils comprennent peut-être mieux que la plupart d'entre nous que nous ne vivons pas dans un monde de jeu « à somme nulle », où les pertes subies en matière d'environnement seraient compensées par les bénéfices économiques. Un enseignement plus efficace dans le domaine de l'environnement permettrait de donner à la jeunesse les moyens de jouer un rôle plus actif dans le domaine écologique. La plupart des informations environnementales parviennent aux jeunes par les médias. **Les éducateurs et les médias doivent faire plus qu'à présent pour un vaste apprentissage social de la problématique du développement durable.**

## 6. Abus des drogues

19. L'alcool, le tabac et le cannabis sont les substances les plus fréquemment utilisées par les jeunes à travers le monde. La consommation d'alcool fait partie de nombreuses sociétés et c'est en famille que beaucoup de jeunes boivent de l'alcool pour la première fois. L'alcoolisme, bien qu'étant un phénomène en apparence anodin, est le plus grave problème de santé publique en raison, notamment, des incidents graves, tels que les actes de violence et les accidents, souvent liés à l'alcool. Outre l'alcool, les maladies liées au tabac sont parmi les principales causes de décès qui seraient facilement évitables, étant donné que la consommation de tabac commence souvent à l'adolescence ou avant. On estime que 20 % des fumeurs ont commencé à fumer avant l'âge de 10 ans.

20. La consommation de cannabis ou d'autres substances illicites semble s'être stabilisée à des niveaux relativement élevés dans la plupart des pays développés. Les taux de consommation en Europe centrale et orientale ont rejoint ceux d'Europe occidentale. Les pays ont une conception différente des mesures juridiques qu'il convient d'adopter à l'égard des consommateurs de cannabis. Un certain nombre de pays tendent à décriminaliser la consommation de cannabis, sans pour autant la légaliser formellement. Cette politique n'est pas jugée favorablement par les pays qui estiment qu'il faut faire preuve de sévérité à l'égard des drogues. Dans le monde entier, les taux de consommation de l'ecstasy et d'autres stimulants de type amphétamine ont davantage augmenté ces 10 dernières années que la consommation d'autres drogues.

**21. Chaque pays et chaque collectivité a besoin d'une combinaison particulière de stratégies de réduction de la demande de drogues, qui réponde à**

**ses conditions spécifiques et s'appuie sur ses ressources. Une stratégie efficace de réduction de la demande consiste en un éventail d'activités de prévention sélective, de réduction des risques, de prévention précoce et de traitement.** Si l'on dispose de nombreuses informations sur les éléments de base des stratégies et programmes de réduction de la demande, cela ne signifie pas nécessairement que les interventions, quand bien même elles ont fait l'objet de nombreuses études, peuvent être reproduites avec succès dans plus d'une ou deux régions du monde.

22. Les programmes sur la famille, destinés à l'ensemble de la population, qui portent sur l'aptitude à communiquer, à faire face aux difficultés et à s'imposer une discipline, peuvent aider à dissuader les adolescents plus jeunes et ceux ayant jusqu'à 16 ans environ de consommer de l'alcool, du tabac ou du cannabis. Les messages qui sont uniquement axés sur les aspects négatifs de la toxicomanie peuvent s'avérer efficaces pour ces jeunes mais ils risquent de perdre de leur crédibilité pour les adolescents plus âgés, qui peuvent obtenir d'autres informations et qui risquent davantage d'être incités à se droguer avec leurs camarades. À tous les âges, les jeunes sont plus réceptifs aux enseignants, aux animateurs et aux conseillers qui font preuve de compétence et d'empathie et qui sont à même de les respecter et de les mobiliser.

## **7. Délinquance juvénile**

23. La délinquance juvénile désigne une multitude de violations des normes juridiques et sociales, allant des infractions mineures à des crimes graves commis par des mineurs. Certaines manifestations de la délinquance juvénile font partie du processus de maturation et de croissance et disparaissent d'elles-mêmes lorsque les adolescents passent à l'âge adulte. En fait, nombreux sont les adultes socialement responsables qui ont commis une quelconque infraction mineure durant leur adolescence.

24. Cela étant, les jeunes qui sont laissés en marge de la société sont plus susceptibles de développer des comportements délinquants et de les garder. La pauvreté, l'exclusion sociale et le chômage conduisent souvent à la marginalisation. En outre, les jeunes sont plus susceptibles d'être victimes de crimes commis par de jeunes délinquants. La délinquance est un phénomène de groupe; elle est fréquemment associée à certaines subcultures de la jeunesse, dans lesquelles les jeunes se partagent une identité d'emprunt. C'est un phénomène avant tout masculin, les taux de criminalité chez les adolescents et les jeunes hommes adultes dépassant le double de ceux enregistrés pour les femmes. Certaines formes de délinquance peuvent être imputées à l'intolérance pour les membres d'autres cultures, d'autres religions ou de groupes d'une autre origine raciale ou ethnique.

**25. Toute politique efficace de lutte contre la délinquance devra accorder un rang de priorité plus élevé aux groupes marginalisés, vulnérables et défavorisés de la société. Le problème de la délinquance juvénile devrait tenir une large place dans les politiques nationales de la jeunesse. Il faut décentraliser la justice pour mineurs et encourager les pouvoirs locaux à participer activement à la prévention de la délinquance juvénile et à faciliter la réinsertion des jeunes délinquants par des projets d'intégration sociale pour en faire des citoyens responsables.**

## 8. Loisirs

26. Il y a, dans toute société, des heures de la journée pendant lesquelles les jeunes ne sont pas rigoureusement tenus d'être à l'école, de participer aux travaux domestiques ou d'effectuer un travail rémunéré. Ces heures de liberté, et les activités qui sont menées durant ces heures, sont essentielles; elles sont un facteur de développement de l'identité personnelle et elles peuvent encourager la solidarité collective.

27. Les heures de loisirs offrent un moyen essentiel d'éducation et de formation, et elles peuvent avoir une incidence sur plusieurs aspects importants de la vie des jeunes, notamment, sur leur santé, sur leur capacité à participer aux activités sociales, sur leurs chances de trouver un emploi et même sur leur scolarisation. La manière dont les jeunes passent leurs heures de loisirs peut avoir une influence directe sur leur bien-être, étant donné qu'ils risquent d'être exposés à des dangers immédiats comme, par exemple, le sida, la délinquance, les bagarres et la toxicomanie. **Compte tenu de ces interconnexions, il est essentiel d'envisager les loisirs comme un moyen d'épanouissement personnel pour les jeunes et une occasion qui s'offre à eux de participer au développement de leur collectivité et de leur société.** Il serait fort utile de créer des liens entre les loisirs des jeunes et les initiatives qu'ils prennent, liens qui devraient être pris en compte par les spécialistes et les parents, ainsi que par les responsables politiques et le grand public.

## 9. Jeunes filles et jeunes femmes

28. De nombreuses adolescentes et jeunes femmes continuent d'être en butte aux stéréotypes sexistes, qui ont souvent de profondes racines historiques et culturelles. Bien que l'on considère habituellement que les filles sont moins susceptibles d'ébranler l'ordre social que les garçons, de s'attirer des ennuis dans la rue ou de commettre des délits et qu'elles se soumettent plus facilement à l'autorité familiale à la maison, dans de nombreuses sociétés, la préférence était – et continue d'être – donnée aux garçons plutôt qu'aux filles dès la naissance.

29. Les stéréotypes sexistes, qui vont de pair avec diverses formes de discrimination patente ou déguisée, comportent de nombreux risques pour la santé et le bien-être des filles et des jeunes femmes, qui sont bien plus graves que ceux auxquels leurs frères doivent faire face. Sans parler des conséquences graves des grossesses et des maternités précoces, les taux de mort accidentelle et de suicide sont plus élevés chez les femmes et elles sont également plus souvent victimes de crimes violents et plus exposées aux maladies sexuellement transmissibles et aux troubles psychologiques. L'infanticide des filles, le manque de nourriture et de soins médicaux, les sévices physiques, les mutilations génitales et les rapports sexuels imposés sous la contrainte mettent en danger la vie de nombreuses filles. La violence à l'égard des femmes, en particulier des jeunes femmes, touche toutes les couches socioéconomiques et est profondément ancrée dans les sociétés les plus diverses.

30. Grâce à des efforts concertés, les taux d'inscription à tous les niveaux d'enseignement ont généralement augmenté pour les filles et les jeunes femmes, et les disparités entre les sexes à l'école ont été réduites dans la plupart des régions du monde. Il reste que l'écart entre garçons et filles demeure important dans de nombreux pays et que la discrimination et les stéréotypes sexistes continuent d'avoir une incidence sur le niveau d'instruction. Il est par ailleurs amplement démontré

qu'en matière d'emploi, à travail égal, les femmes sont moins rémunérées que les hommes.

31. Les principes universels adoptés par la communauté internationale établissent la norme en matière d'égalité, qui exige que les filles et les femmes soient considérées comme des êtres uniques, à l'instar des garçons et des hommes, et qu'elles aient les mêmes droits et les mêmes devoirs. **Il est démontré qu'une approche fondée sur les droits peut être efficace pour lutter contre les inégalités entre hommes et femmes.**

## 10. Participation de la jeunesse

32. Être à l'écoute des jeunes et encourager leur contribution à une démocratie plus participative est un impératif étant donné l'inaction fréquente des adultes face aux problèmes de la jeunesse. En participant aux décisions, les jeunes peuvent en améliorer les résultats, améliorer leur sort et leur épanouissement, mieux comprendre les droits de l'homme et la démocratie et, par là-même, s'engager davantage, contribuer à leur protection accrue tout en répondant au désir de ceux qui veulent avoir voix au chapitre.

33. L'importance de la participation des jeunes est désormais reconnue tant au niveau mondial qu'au niveau local. Toutefois, reconnaître cette importance ne signifie pas agir et, en la matière, les progrès sont lents. Même dans les pays qui ont progressé à cet égard, la participation des jeunes reste ponctuelle et ne porte que sur certains aspects de la vie quotidienne. De nombreuses organisations hésitent à rechercher la participation des jeunes pour faciliter la réalisation des objectifs de leurs programmes. On prend rarement l'initiative de demander aux jeunes leur avis sur certaines questions et encore moins souvent celle d'encourager leur participation à la prise de décisions. Aussi les jeunes restent-ils en marge de la plupart des processus démocratiques. Une participation symbolique n'a pas de sens si elle ne donne pas aux jeunes les moyens d'influer sur les résultats et de parvenir à de véritables changements.

34. Les progrès accomplis jusqu'ici en faveur de la participation des jeunes devraient se poursuivre et se multiplier. **Les politiques locales, nationales et internationales de la jeunesse doivent privilégier la participation des jeunes, en tant que cadre de prise de décisions et de dispositions influant sur la vie quotidienne des enfants et des jeunes.** C'est alors seulement que l'on assistera à une évolution des méthodes traditionnelles de défense des enfants et des jeunes et que l'engagement si souvent affirmé en faveur de la participation de la jeunesse commencera à prendre tout son sens. Il s'agira de promouvoir le respect des jeunes en tant que partenaires maîtres de leur destin et en tant que citoyens.

## B. Examen des nouvelles préoccupations qui se sont fait jour depuis l'adoption du Programme mondial d'action

### 1. Mondialisation

35. L'interdépendance économique et culturelle croissante entre les sociétés, la mondialisation, est désormais largement analysée. La mondialisation est perçue comme une arme à double tranchant dont les avantages pour certains vont souvent de pair avec des inconvénients pour d'autres. On s'accorde généralement à

considérer la mondialisation comme un processus inévitable bien que la plupart des changements économiques et sociaux résultent souvent de politiques économiques et financières délibérées.

36. Les avantages autant que les inconvénients de la mondialisation varient selon les groupes d'âges. De façon générale, les jeunes sont capables de s'adapter au changement, et ils sont nombreux à savoir tirer parti de nouvelles possibilités, aptitude qui diminue semble-t-il avec l'âge. Néanmoins, un grand nombre de jeunes n'ont ni les compétences ni les informations ni l'accès à l'économie mondiale qui leur permettraient de tirer avantage de la mondialisation. Ils sont nombreux à souffrir de la concurrence nouvelle ou accrue et risquent de prendre encore plus de retard. Le fait que les jeunes jouissent des avantages de la mondialisation ne garantit pas qu'ils soient en mesure d'influer vraiment sur le processus. Les jeunes hériteront du monde que crée la mondialisation, mais ils prennent rarement part aux décisions qui la favorisent. **Les questions fondamentales à examiner sont les suivantes : comment les jeunes peuvent-ils se préparer pour tirer parti des possibilités et réagir aux risques que présente la mondialisation et dans quelle mesure les jeunes peuvent-ils influencer sur son orientation.**

37. Pour ce qui est des aspects sociaux de la mondialisation, de nombreux jeunes ont adopté un point de vue mondial – contacts mondiaux et liens durables de solidarité entre jeunes sur diverses questions d'importance mondiale. La mondialisation a resserré le lien social à l'échelle mondiale, les habitants de localités éloignées les unes des autres sont en contact si bien que les préoccupations locales sont devenues mondiales et réciproquement. Les jeunes militent par exemple pour la protection de l'environnement, la justice sociale et économique et les droits de l'homme et, paradoxalement, dans leur lutte contre les politiques mondialistes, ils ont recours aux technologies qui entraînent la mondialisation.

## 2. Technologies de l'information et de la communication

38. Les jeunes sont souvent les premiers à tirer parti des nouvelles technologies de l'information et de la communication (TIC) dont les progrès immenses et rapides sont en partie à l'origine de la mondialisation. Les jeunes sont capables d'utiliser la télématique de façon diverse et novatrice, de sorte que les formes traditionnelles de socialisation – famille et école – sont de plus en plus remises en question et dépassées. Dans une large mesure, les perceptions, expériences et interactions des jeunes sont virtuelles, servies par diverses formes de technologies de l'information et de loisirs dont la plus importante demeure la télévision plutôt que l'Internet. Ces technologies offrent une culture de l'information, de la gratification et de l'autonomie relative, autant d'atouts qui plaisent particulièrement aux jeunes.

39. Même si les jeunes sont à l'avant-garde de la révolution de l'informatique, il leur est en même temps difficile de concilier la réalité de leur existence quotidienne avec la culture de masse, faite d'images, issue de cette révolution. Le champ d'expérience d'un grand nombre de jeunes est devenu simultanément mondial et local, mais en dépit de cette prise de conscience mondiale, les jeunes restent tenus de fonctionner et de survivre dans leur milieu local. En même temps, de nombreux jeunes, en particulier dans les pays en développement, sont exclus de cette révolution de l'informatique, qui les laisse du mauvais côté du fossé numérique. Le problème fondamental posé par les TIC et le fossé numérique dans le contexte du développement mondial n'est d'ordre ni technologique ni politique, car il s'agit au

contraire de concilier les pratiques mondiales et locales. La difficulté est de donner une signification culturellement valable à l'utilisation des nouvelles technologies.

40. On ne saurait sous-estimer l'utilité de la télématique pour le développement; il convient toutefois de ne pas y voir une recette miracle pour résoudre dans un proche avenir les problèmes du chômage et de l'exclusion sociale. Ceci est tout particulièrement pertinent pour les jeunes parce qu'il y a de bonnes raisons de douter que tous bénéficieront concrètement de l'adoption de stratégies de développement basées sur ces technologies. Ainsi, il faudra beaucoup de temps pour que tous les jeunes aient accès aux possibilités offertes par la télématique. Malgré ces mises en garde, on peut à juste titre être prudemment optimiste quant au potentiel de ces technologies, étant donné l'atout initial qu'ont déjà les jeunes, qui sont déjà très désireux de les utiliser.

### 3. VIH/sida

41. Chaque jour, 6 000 jeunes sont infectés par le VIH. Le taux de ces nouvelles infections est désormais plus élevé chez les jeunes femmes que chez les jeunes hommes et les personnes contaminées sont de plus en plus jeunes. On estime qu'en 2001, 7,3 millions de jeunes femmes et 4,5 millions de jeunes hommes vivaient avec le VIH/sida. Le taux d'infection chez les filles augmente plus rapidement parce qu'elles sont biologiquement plus sujettes à la contamination, n'ont aucune sécurité financière, se marient à un âge précoce, sont victimes de viols, de harcèlement sexuel et de la traite. En moyenne, les femmes sont âgées de 10 ans de moins que les hommes au moment de l'infection et par conséquent, elles mourront du sida plus jeunes. Cette évolution devrait considérablement modifier la dynamique de l'épidémie dans les années à venir.

42. Dans la plupart des cas, l'infection par le VIH résulte de transfusions sanguines, de l'échange des seringues par les toxicomanes et de rapports sexuels non protégés. Les jeunes sont plus enclins que leurs aînés à adopter des comportements dangereux de sorte qu'ils sont plus exposés aux risques de l'infection. Il y a à cela plusieurs raisons : le manque d'information, les pressions exercées par les autres jeunes, l'ignorance du danger ou une plus grande volonté de prendre des risques calculés, un discernement diminué par l'alcool, l'impossibilité de refuser un rapport sexuel non protégé et l'accès limité aux contraceptifs.

43. Le risque d'infection par le VIH étant directement en corrélation avec le comportement individuel, son élimination passe par un changement de comportement. **Pour réduire dès maintenant le risque d'infection, il est indispensable d'éduquer les jeunes au sujet du VIH et du sida.** Il ne s'agit pas de leur faire la morale, et ces informations devraient coller au plus près à leur vie quotidienne, notamment leur montrer les pressions auxquelles ils se heurtent. Dans la lutte contre la toxicomanie, il faut continuer à avertir les jeunes du danger accru associé à la mise en commun des seringues. Pour ce qui est du comportement sexuel, les seules options pour éviter l'infection sont les suivantes : abstention, monogamie mutuelle entre partenaires non infectés et utilisation correcte et systématique de préservatifs. Les jeunes devraient avoir accès aux informations et aux services dont ils ont besoin pour protéger leur santé, et aux services de réinsertion nécessaires pour améliorer leur qualité de vie.

44. Dans la conception des programmes de prévention destinés aux jeunes, les responsables politiques devraient ne pas oublier que les études indiquent désormais

que, quelle que soit la façon dont une population a été initialement contaminée, le VIH finira toujours par se propager par la voie de la transmission sexuelle. **Aussi, tous les jeunes doivent-ils être informés des risques de la transmission sexuelle et des moyens de protection**, même si leur région ou leur collectivité locale n'est pas encore atteinte par l'épidémie.

#### 4. Les jeunes et la prévention des conflits

45. Entre 1989 et 2000, on a recensé dans le monde 111 conflits armés; la majorité étaient situés dans les pays en développement les plus pauvres, particulièrement en Afrique, et il s'agissait le plus souvent de guerres civiles entre factions équipées d'armes légères. Cette belligérance a exposé de nombreux adolescents à l'engrenage de la violence. Quelque 300 000 enfants et adolescents soldats se battent aujourd'hui dans 49 pays. Les jeunes sont mis à contribution dans tous les conflits – ils sont même majoritaires dans la plupart des forces armées. On estime que les guerres des 10 dernières années ont fait 2 millions de morts et 5 millions d'invalides parmi les enfants et les adolescents.

46. L'exposition à la violence à un moment crucial du développement de la personnalité peut avoir une influence décisive sur le caractère des enfants et des adolescents mêlés à des conflits armés en tant que combattants ou que victimes. Les répercussions des conflits armés sur la santé physique et mentale des plus jeunes et sur leurs chances d'avoir plus tard une vie normale suscitent de graves inquiétudes. **Les dispositions en vigueur interdisant le recrutement d'enfants soldats devraient être strictement respectées, et il faut veiller tout particulièrement à empêcher que les civils, et en particulier les enfants et les adolescents, soient pris dans l'engrenage des conflits.**

47. **Nonobstant ce qui précède, de nombreux jeunes s'investissent dans le renforcement de la paix, la promotion d'une culture de paix et la prévention à long terme des conflits. Leurs efforts devraient être renforcés et encouragés.**

#### 5. Les relations intergénérationnelles

48. Alors que les jeunes n'ont jamais été aussi nombreux dans le monde, la baisse de la natalité conjuguée à l'allongement de la durée de la vie est en train de produire un monde plus vieux, ce qui aura de profondes conséquences pour l'avenir. Vers le milieu du XXI<sup>e</sup> siècle, il y aura sur la planète autant de personnes âgées que de jeunes : la proportion des plus de 60 ans devrait largement doubler, passant à plus de 20 % de la population contre 10 % aujourd'hui, tandis que celle des enfants serait de 20 % (contre 30 % actuellement). Dans les pays en développement, la part des personnes âgées devrait atteindre 19 % (elle est de 8 % aujourd'hui), tandis que celle des enfants tomberait à 22 % (contre 33 % aujourd'hui). Les disparités régionales restent toutefois substantielles. L'Asie, l'Amérique latine et les Caraïbes peuvent s'attendre à une évolution majeure de leurs ratios personnes âgées/jeunes, l'Europe et l'Afrique se situant aux deux extrémités de la fourchette, avec près de trois fois plus d'adultes de plus de 60 ans que d'enfants de moins de 15 ans en Europe, et près de trois fois plus d'enfants de moins de 15 ans que d'adultes de plus de 60 ans en Afrique. Ce vieillissement démographique engendre de nouveaux défis. La deuxième Assemblée mondiale sur le vieillissement a conclu à la nécessité croissante de renforcer la solidarité entre les générations et de promouvoir les

partenariats intergénérationnels tout en gardant à l'esprit les besoins particuliers des jeunes et de leurs aînés.

49. Malgré les évolutions démographiques attendues, le choix des grandes orientations reste essentiellement enfermé dans un vieux paradigme – investissement social pour les jeunes, protection sociale pour les vieux – datant de l'époque où la longévité ne dépassait généralement pas trois générations vivantes et où le rôle de chacun aux différents âges de la vie était relativement figé. Mais la coexistence de quatre ou cinq générations devient de plus en plus courante, les structures familiales sont en pleine mutation, et les besoins en services sociaux vont continuer d'évoluer. Il s'ensuit que les politiques et les programmes devraient adopter sans tarder une approche intégrant davantage le facteur de l'âge. Au lieu de se préoccuper exclusivement des coûts associés à telle ou telle population, il s'agirait de promouvoir la participation sociale et économique des familles multigénérationnelles, de préserver les liens d'échange et de réciprocité et de renforcer les structures de solidarité. **Les politiques devraient traduire le nouveau contrat intergénérationnel issu des réalités de la société multigénérationnelle et réaffirmer les valeurs de réciprocité qui lient les bénéficiaires d'aujourd'hui et ceux de demain.**

## **II. Évaluation de la quatrième session du Forum mondial pour la jeunesse**

### **A. Historique du Forum mondial pour la jeunesse**

50. L'un des principaux objectifs du Forum mondial du système des Nations Unies pour la jeunesse est d'instituer une communication efficace entre les ONG de jeunes et le système des Nations Unies de manière que les intérêts de la jeunesse soient pris en compte dans la mise en oeuvre du Programme d'action mondial pour la jeunesse<sup>3</sup>. Il faut toutefois noter que le Forum n'est pas une instance intergouvernementale, et qu'il ne saurait en ce sens être confondu avec les grandes conférences et sommets organisés sous l'égide de l'ONU dans les années 90. Il a déjà eu lieu à quatre reprises, deux fois à Vienne (1991 et 1996), la troisième à Braga (Portugal) en 1998, et la quatrième à Dakar en 2001. Des rapports contenant les conclusions concertées des sessions de Braga et de Dakar ont été présentés à l'Assemblée générale par les pays hôtes concernés. La troisième Commission et l'Assemblée générale les ont examinés et y ont fait référence dans leurs résolutions ultérieures sur la jeunesse<sup>4</sup>.

#### **Organisation**

51. Le Gouvernement du Sénégal a accueilli la quatrième session du Forum, dont le financement avait été obtenu et coordonné par le Secrétariat de l'ONU. Les contributions sont venues d'États membres, d'organismes des Nations Unies et d'une organisation philanthropique. L'essentiel des fonds a servi à financer la participation des jeunes des pays les moins avancés et la prestation des services d'appui locaux. Le Gouvernement hôte a assuré les services d'interprétation et de traduction des séances plénières (anglais, arabe, espagnol et français); l'interprétation et la traduction des débats des groupes de travail se sont faites de manière plus informelle.

## Structure

52. Les préparatifs du Forum avaient été confiés à un Comité d'organisation international responsable de la planification, de l'organisation et de la tenue de la session, composé de représentants d'organismes régionaux d'étudiants et de jeunes et d'ONG de jeunes ou d'action pour la jeunesse. Le comité s'est réuni à quatre reprises entre 1999 et 2001<sup>5</sup> pour décider de tous les aspects de la structure du Forum; il a demandé le concours du personnel du Programme sur la jeunesse (Division des politiques sociales et du développement social du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'ONU) pour coordonner la diffusion de l'information et trouver des financements pour la tenue de la session.

53. Le comité a défini les objectifs de la quatrième session du Forum, à savoir notamment évaluer les progrès accomplis par le système des Nations Unies et les ONG de jeunes dans la mise en oeuvre du Programme d'action de Braga adopté à la session précédente et des autres plans d'action pertinents, tant aux niveaux local que national et régional, et explorer de nouvelles pistes pour renforcer les moyens d'action de la jeunesse. Ce dernier objectif a fourni le thème de la quatrième session, intitulé « Donner aux jeunes les moyens de prendre l'initiative ».

54. Quatre réunions préparatoires ont été organisées : une à Addis-Abeba pour le continent africain, avec le concours de la Commission économique pour l'Afrique, une au Panama pour l'Amérique latine et les Caraïbes, une à Bangkok pour l'Asie et la région Pacifique, avec l'appui de la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique, et une à Beyrouth pour l'Asie occidentale. Elles ont permis aux jeunes représentants d'organisations nationales et sous-régionales de présenter divers documents de travail sur des questions spécifiques à leur région.

## Déroulement du Forum

55. Le Forum de Dakar s'est décliné en séances plénières et en réunions des 10 groupes de travail et du Comité de rédaction. Les séances plénières, qui étaient ouvertes à tous, ont permis aux organismes des Nations Unies de faire des exposés sur leurs activités dans le domaine de la jeunesse. Cinq groupes régionaux s'étaient réunis la veille de l'ouverture du Forum pour désigner les présidents des séances plénières et des groupes de travail. Ils avaient également choisi leurs contributions prioritaires respectives et indiqué les nouvelles initiatives à inclure dans le document final.

56. Chaque groupe de travail a été chargé d'un des 10 thèmes retenus lors du Forum de Braga. Les différents groupes, qui étaient coprésidés par des représentants des institutions spécialisées des Nations Unies et des délégués élus par les jeunes, ont élaboré des documents d'action et présenté des propositions au Comité de rédaction pour adoption.

57. Le Comité de rédaction comptait 13 membres : 10 membres désignés par les groupes régionaux, 2 représentants du système des Nations Unies, et le Président élu par le Comité d'organisation international. Il s'est servi des documents d'action présentés par les groupes de travail pour formuler la Stratégie de Dakar pour le renforcement de la capacité d'action des jeunes, qui a ensuite donné lieu à un débat d'une journée en séance plénière.

### **Participation**

58. Les participants du Forum ont été choisis par un sous-comité du Comité d'organisation international composé de deux délégués des organisations de jeunes, de deux représentants du système des Nations Unies et d'un représentant du Conseil national sénégalais de la jeunesse parmi plus de 700 dossiers de candidature. Le Comité d'organisation international avait demandé à son comité de sélection de s'assurer que les candidats retenus représentaient des organisations de jeunes légitimes et démocratiques et étaient âgés de préférence de 15 à 24 ans, et de favoriser les candidatures féminines et celles des jeunes issus de populations autochtones ou marginalisées.

59. Le Comité d'organisation international avait prévu trois catégories de participants : a) les délégués, représentant les organes nationaux, régionaux et internationaux de la jeunesse; b) les observateurs représentant les organismes du système des Nations Unies et les organisations intergouvernementales s'occupant de la jeunesse; c) les invités spéciaux – représentants des gouvernements, ONG ayant un statut d'observateur auprès du Conseil économique et social, etc. Les délégués avaient le droit de parole et le droit de vote, les observateurs et les invités spéciaux ne disposant que d'un droit de parole. L'idée était de faire en sorte que seuls les jeunes choisis par leur organisation puissent voter sur le document final.

60. Le Forum a réuni 181 représentants d'organisations de jeunes ou s'intéressant à la jeunesse, venus de 89 pays, dont 32 pays figurant parmi les moins avancés. Quelque 17 organismes, fonds et programmes des Nations Unies s'étaient fait représenter par 68 observateurs. Mais la parité entre les sexes et les équilibres géographiques n'étaient pas vraiment au rendez-vous : 63 % des participants étaient de sexe masculin, et 81 % venaient d'Afrique, d'Europe et d'Amérique du Nord, contre 19 % seulement pour les autres régions.

## **B. Résumé des résultats du sondage effectué auprès des participants**

61. L'efficacité et l'efficience du Forum ont été évalués au moyen d'un sondage portant sur plusieurs aspects de la session : structure, organisation, participation et déroulement. Soixante-cinq personnes y ont répondu, soit un taux de participation de 21 %. Les sondés avaient en moyenne 26 ans, et 57 % étaient âgés de moins de 24 ans. Au-delà de l'évaluation des objectifs déclarés du Forum, le sondage visait également à cerner les objectifs personnels des participants, par exemple nouer des contacts avec d'autres jeunes, se familiariser avec le système des Nations Unies et ses fonctions, représenter et défendre les jeunes de son pays.

62. Dans l'ensemble, les sondés ont accordé au Forum une note légèrement inférieure à la moyenne (voir tableau, question 1). Les principales critiques ont été le manque de temps, parfois un manque de leadership et d'organisation, et l'absence de communication. Certains sondés ont réclamé des structures plus fortes pour les groupes de travail et les séances plénières, d'autres ont au contraire estimé qu'elles étaient trop formelles. En revanche, plus des deux tiers des sondés (67,8 %) ont accordé la note « bonne » ou « excellente » au centre de conférences lui-même. Quelque 59 % ont fait état de problèmes logistiques, et 30 % ont noté que les tarifs d'hébergement du centre de conférences étaient prohibitifs. De plus, certains ont affirmé que l'absence de services linguistiques avait gêné les débats des groupes de travail. À la question concernant l'utilité du Forum en termes de familiarisation avec

le système des Nations Unies, la majorité des sondés (70,4 %) ont répondu qu'ils avaient appris énormément de choses sur le système ou qu'ils le comprenaient un peu mieux.

63. En ce qui concerne le document final, la note générale a été légèrement supérieure à la moyenne (voir tableau, question 2). 38 % des sondés ont déclaré que le document final était bon ou excellent, mais un tiers l'a jugé mauvais, voire très mauvais, et 29 % moyen.

### Résultats quantitatifs des réponses du sondage

	<i>Réponses (en pourcentage)</i>					<i>Moyenne</i>
	<i>Très mauvais (1 point)</i>	<i>Mauvais (2 points)</i>	<i>Moyen (3 points)</i>	<i>Bon (4 points)</i>	<i>Excellent (5 points)</i>	
1. Quelle note générale attribuez-vous au Forum?	7,7	33,8	33,8	20	4,6	2,8
2. Quelle note donnez-vous au document final?	4,9	27,9	29,5	31,1	6,6	3,1
3. Le Forum a-t-il été utile pour associer les jeunes aux prises de décisions du système des Nations Unies <sup>a</sup> ?	26,2	27,9	–	37,7	8,2	2,8
4. Le Forum a-t-il atteint ses objectifs déclarés?	18,3	26,7	26,7	18,3	10,3	2,8
5. Le Forum vous a-t-il aidé à atteindre vos objectifs personnels?	6,3	14,3	31,7	38,1	9,5	3,2
6. L'ONU devrait-elle organiser un autre forum mondial pour la jeunesse?					<i>Oui</i>	<i>Non</i>
					88	12

<sup>a</sup> Pour la question 3, seules quatre réponses étaient possibles : « non », « modérément », « plutôt », « énormément ». Il n'y avait pas de note « moyenne » pour cette question.

64. Le Forum a également obtenu une note inférieure à la moyenne en ce qui concerne la participation des jeunes aux prises de décisions du système des Nations Unies (voir tableau, question 3). Plus d'un quart des sondés ont jugé que les jeunes n'avaient pas du tout été associés au processus. Un peu plus de la moitié (54,1 %) ont estimé que les possibilités de participation avaient été médiocres ou très relatives.

65. Les questions 4 et 5 concernaient l'efficacité du Forum. À la question 4 sur les résultats du Forum au regard de ses objectifs déclarés, la note a été dans l'ensemble légèrement inférieure à la moyenne. À la question 5 sur l'utilité du Forum pour atteindre trois objectifs personnels particulièrement importants, l'appréciation a été plutôt favorable. Le Forum semble donc avoir été légèrement plus efficace en termes de réalisation d'objectifs individuels qu'en ce qui concerne ses objectifs déclarés.

66. Détail intéressant, la grande majorité des sondés (88 %) ont estimé que l'ONU devait continuer à organiser des forums mondiaux pour la jeunesse. Interrogés sur la question des modalités des futures sessions, environ 28 % des sondés ont indiqué

qu'il fallait renforcer la participation représentative en tenant compte des frais élevés que cela implique. Enfin, en réponse à la question qualitative sur le déroulement du Forum, certains sondés ont regretté les déséquilibres régionaux et ont dit avoir eu l'impression que certaines régions avaient une influence disproportionnée.

### **C. Résultats du questionnaire adressé aux États Membres**

67. Parallèlement à ce sondage effectué auprès des participants du Forum, un questionnaire a été joint à une note adressée à tous les États membres en juin 2002. Neuf pays ont répondu. Le questionnaire contenait une série de questions sur les différents aspects du Forum – structure, organisation, déroulement et participation.

#### **Observations générales**

68. La plupart des pays ayant répondu au questionnaire ont fait des observations générales favorables au Forum. Les Pays-Bas ont estimé qu'il était primordial d'associer les jeunes aux travaux de l'ONU. Les Philippines ont dit que le système des Nations Unies avait pris une noble et importante décision en ouvrant comme il l'avait fait une voie de dialogue avec la jeunesse. La Suisse s'est déclarée en faveur de la résolution sur l'importance des futures sessions du Forum. Le Bélarus a dit que le Forum était l'une des étapes évidentes du renforcement de la coopération dans le domaine de la jeunesse. Le Burkina Faso a déclaré que le Forum offrait aux jeunes une bonne occasion de s'exprimer et d'agir. La Hongrie a indiqué que le Forum traduisait une authentique volonté de renforcer l'idée de participation de la jeunesse, et qu'il offrait un bon exemple pour d'autres organisations internationales. La République populaire démocratique de Corée a noté que le Forum avait délivré un important message de paix et de sécurité dans le monde.

69. La Finlande a souhaité que le système des Nations Unies poursuive un dialogue ouvert et dynamique avec les organisations de la jeunesse de manière que les jeunes puissent avoir davantage d'influence sur ses politiques et ses travaux. Certains pays se sont inquiétés de l'absence de statut clair et de calendrier de sessions précis pour le Forum. Répondant au nom du Danemark, le Conseil danois de la jeunesse a indiqué qu'il ne pouvait recommander le maintien du Forum dans sa forme actuelle.

#### **Structure**

70. Le Burkina Faso a répondu que les futures sessions devaient être plus concrètes et réalistes, et que les États membres devaient y participer davantage à travers leur ministère de la jeunesse. Il faudrait réserver plus de temps pour les débats entre les jeunes, notamment sur les résolutions et recommandations. La Hongrie a estimé que le rôle du Forum dans le processus de prise de décisions du système des Nations Unies devait être renforcé, que les sessions devaient avoir lieu à intervalles réguliers, et que chaque continent devait tour à tour accueillir une session, le pays hôte étant choisi parmi les différents candidats. Il faudrait également organiser des forums intersessions nationaux et régionaux pour que les jeunes participent régulièrement aux processus de prise de décisions à tous les niveaux du système des Nations Unies.

71. Les Pays-Bas ont indiqué que les délégués aux sessions du Forum n'étaient pas suffisamment informés des conclusions et des suites des sessions précédentes, d'où un manque de continuité et des redondances dans les travaux. Les Philippines ont dit que le Forum devait pouvoir montrer aux jeunes les perspectives qui leur sont offertes. La Suisse a noté que les sessions du Forum devaient être couplées avec des conférences gouvernementales sur la jeunesse ou sur des problèmes qui concernent les jeunes.

### **Organisation**

72. La Finlande a recommandé que l'on améliore encore le processus préparatoire. À cet égard, la Hongrie a recommandé que les organisations nationales de la jeunesse du pays hôte participent aux activités de planification et de logistique du Forum. Pour ce qui est du Comité international de planification, le Burkina Faso a déclaré que le mandat de ce comité restait généralement mal compris et que la communication entre les parties prenantes laissait à désirer. Les Pays-Bas ont fait remarquer que les membres du Comité interprétaient différemment les tâches qui leur étaient confiées. De l'avis de la Suisse, les organisations membres du Comité devaient être légitimes, représentatives et efficaces, opérer selon des procédures internes démocratiques, respecter un équilibre géographique et politique et professer leur engagement en faveur des intérêts de la jeunesse marginalisée.

73. On a aussi évoqué les questions financières et, selon les Philippines, le Forum devrait examiner les problèmes budgétaires, en particulier ceux concernant les représentants de pays membres en développement. Le Danemark a fait remarquer que plusieurs pays n'avaient pas les moyens de participer et qu'il fallait résoudre ce problème de financement.

### **Participation**

74. Le Burkina Faso a déclaré que le système de sélection était mal compris. Le Danemark a insisté sur la question de la représentativité : vu la diversité des organismes de jeunes dans le monde, les délégations étaient profondément différentes les unes des autres; les délégations de certains pays ne représentaient pas des organismes de la jeunesse indépendants. Selon la Finlande, la représentation régionale devrait être plus équilibrée eu égard en particulier à l'âge et au sexe des participants. La Hongrie a proposé que les participants ne soient pas considérés comme représentant tous les jeunes du monde, ce qui était impossible sans la participation de ces derniers à une élection, mais en revanche comme représentant leurs intérêts.

75. Selon les Pays-Bas, la meilleure façon de refléter la diversité des opinions consistait à choisir des participants par l'intermédiaire d'organismes de la jeunesse relevant d'organisations régionales. Un recours plus systématique à l'Internet permettrait une plus vaste participation. Les Philippines ont suggéré que les participants soient sélectionnés au niveau sous-régional pour veiller à une représentation équitable. Selon la Suisse, le succès de la Conférence dépendrait étroitement de la légitimité de la représentation des participants.

### **Processus**

76. Les Philippines ont déclaré que le processus semblait exhaustif et que les résultats étaient très louables. Le Burkina Faso a estimé qu'en dépit de la qualité des

débats du Forum et du progrès que marquait la Déclaration, on pouvait encore apporter certaines améliorations, par exemple en confiant aux groupes de travail l'examen de certaines communications préliminaires examinées en plénière. La Finlande a invité le secrétariat et les organismes régionaux de la jeunesse à renforcer leur dialogue. La Hongrie a recommandé que le calendrier du Forum soit établi afin d'accorder la priorité à l'élaboration du document final.

77. Les Pays-Bas se sont déclarés d'avis que les communications des organismes des Nations Unies au Forum devraient être plus brèves pour donner aux groupes de travail davantage de temps pour rédiger leur texte. La Suisse a fait remarquer qu'il serait préférable que les participants établissent au préalable un projet de document qui serait soumis aux réunions du groupe de travail pour trouver une formulation concertée; en outre les résultats auraient une plus grande importance politique si l'on définissait au préalable un règlement intérieur des séances plénières.

## **D. Conclusions et recommandations**

78. Tout bien considéré, l'opinion des participants au Forum a généralement été défavorable tandis que les réponses reçues des États Membres ont été mitigées. Cependant, la majorité des intervenants se sont prononcés pour la poursuite sous une forme ou une autre du Forum mondial de la jeunesse. Il convient de noter qu'aujourd'hui les jeunes sont moins nombreux que par le passé à prendre part aux activités d'organismes de jeunes et que, par la force des choses, cette participation est éphémère. Aussi est-il particulièrement difficile de promouvoir la participation des jeunes aux processus multilatéraux de décision, même si cela demeure un objectif important. À cet égard, le Forum permet à l'Organisation des Nations Unies et aux organismes de jeunes qui y sont représentés de mettre en pratique ce type de participation.

79. Ces dernières années, d'autres formes de participation des jeunes aux décisions, peut-être plus efficaces, ont évolué au sein de l'Organisation des Nations Unies. À titre d'exemple récent de la façon dont les voix des jeunes peuvent se faire entendre et influencer sur la formulation des politiques par les gouvernements, on peut citer la création d'un forum des jeunes, la reconnaissance du rôle important de la participation des jeunes aux préparatifs du Sommet mondial pour le développement durable, ou encore l'inclusion de jeunes dans des délégations officielles d'États Membres auprès de l'Assemblée générale. Bien que toujours en petit nombre, les jeunes engagés ont mis en évidence l'utilité de leur contribution lorsqu'ils ont été autorisés à prendre part au débat, notamment aux négociations sur les résolutions qui les touchent. On a obtenu de bons résultats lorsque les jeunes ont été priés de participer, sur un pied d'égalité, aux récentes consultations au sein du Secrétariat<sup>6</sup>. La présence de jeunes et d'enfants au sein des organes directeurs du Programme des Nations Unies pour l'environnement et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ainsi qu'à la session extraordinaire de l'Assemblée générale sur les enfants s'est aussi révélée constructive. Ces exemples et d'autres de la participation des jeunes à l'Organisation des Nations Unies ont permis de tirer d'importants enseignements.

**80. Lors des futures sessions du Forum mondial de la jeunesse, il faudra éviter les débats mal définis et de trop vaste étendue, qui ne sont pas directement liés à un quelconque processus intergouvernemental. Sans ce lien**

direct, les futures sessions du Forum risquent de provoquer un désenchantement croissant chez les jeunes, désormais déçus des travaux des gouvernements et du système des Nations Unies. Il est donc recommandé que les sessions futures du Forum soient organisées sur la base d'un mandat intergouvernemental émanant de l'Assemblée générale.

81. Pour aider les jeunes à participer de façon constructive, les gouvernements devraient examiner d'un oeil plus favorable les idées et les questions qui leur sont propres. Étant donné les nombreux problèmes que les jeunes doivent résoudre, le dixième anniversaire du Programme d'action mondial en 2005 sera pour les jeunes et les gouvernements l'occasion de lancer un appel à l'action afin de faire converger les interventions visant à répondre aux problèmes de la jeunesse.

#### Notes

<sup>1</sup> Résolution 50/81 de l'Assemblée générale, annexe; pour trouver des documents sur la question, consulter : <[www.un.org/youth](http://www.un.org/youth)>.

<sup>2</sup> Voir *World Population Prospects: 2000 Revision* (publication des Nations Unies, numéro de vente : E.01.XIII.8).

<sup>3</sup> Voir résolution 50/81 de l'Assemblée générale, annexe, par. 125.

<sup>4</sup> Voir A/53/378, résolution 54/120, A/C.3/56/2, et résolution 56/117.

<sup>5</sup> La composition définitive du comité n'a été conclue qu'à la troisième réunion, en juin 2000. La liste des organisations membres est disponible sur le site <[www.un.org/esa/socdev/unyin/library/ipmembers.pdf](http://www.un.org/esa/socdev/unyin/library/ipmembers.pdf)>.

<sup>6</sup> Telles que la réunion du Groupe d'experts sur les priorités mondiales pour les jeunes (résumé) et les activités du Réseau d'emploi des jeunes du Secrétaire général.